

UNDT/2017/053, Glavind

Décisions du TANU ou du TCNU

Le tribunal a jugé que le refus de la demande de promotion rétroactive du demandeur était légal. Le Tribunal a avancé les raisons suivantes: a) Il était légitime pour l'ASG / OHRM d'invoquer une raison du déni de promotion rétroactive qui aurait créé des problèmes techniques et des coûts supplémentaires comme contributions à la pension; b) La demande du demandeur de promotion rétroactive n'était pas illégale en raison de la durée du processus de sélection, étant donné que la sélection concernait une promotion pour un poste D-1 nécessitant un plus grand soin dans l'examen et la considération des candidats; c) Le refus de promotion rétroactive à des fins de pension n'a pas violé le principe de l'égalité de rémunération pour le travail de valeur égale. Il ne découle pas du principe «un salaire égal pour le travail de valeur égale» qu'un membre du personnel qui exerce des fonctions de niveau supérieur a le droit de recevoir les mêmes prestations de salaire et de retraite qu'un membre du personnel à un niveau supérieur exerçant des fonctions ou des fonctions similaires .

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

La décision du Secrétaire général adjoint pour la gestion des ressources humaines («ASG / OHRM»), datée du 27 février 2014, «pour refuser la demande de promotion rétroactive du demandeur à commencer en janvier 2012».

Principe(s) Juridique(s)

a) L'octroi d'une promotion rétroactive n'est pas incompatible avec aucun règlement du personnel ou décision de l'Assemblée générale; b) Le pouvoir d'accorder une promotion rétroactive existe et est disponible pour l'administration; c) Le principe d'un salaire égal pour le travail de valeur égale existe dans les mécanismes des Nations Unies.

Résultat

Rejeté sur le fond

Applicants/Appellants

Glavind

Entité

ONUN

Numéros d'Affaires

UNDT/NBI/2014/024

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Nairobi

Date of Judgement

13 Jul 2017

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Nomination (type)

Remèdes

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/2010/3

Statut du personnel

- Disposition 12.3
- Disposition 3.10
- Disposition 4.15